

Arrêté n°2025- 424-A

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la Ville de Montbrison à compter du 09/09/2025

Demande déposée le 02/08/2025 et complétée le 13/08/2025		<b>N° DP 042 147 25 00256</b>
Affichage récépissé dépôt de dossier : 06/08/2025		
Date de transmission au représentant de l'Etat : 09/09/2025		
Par :	<b>SAS MMT IMMO</b> Représentée par Madame BRUNEL Béatrice	
Demeurant à :	<b>22 Boulevard Lachèze</b> <b>42600 MONTBRISON</b>	Surface de plancher : 0 m²
Sur un terrain sis à :	<b>22 Boulevard Lachèze</b> <b>42600 MONTBRISON</b> <b>147 BO 22</b>	
Nature des travaux :	<b>Agrandissement de 2 ouvertures existantes et changement des couleurs des 2 portes d'entrées</b>	

**Le Maire,****Vu** la déclaration préalable présentée le 02/08/2025 par la SAS MMT IMMO représentée par Madame BRUNEL Béatrice, et complétée le 13/08/2025,**Vu** les pièces complémentaires en date du 18/08/2025,**Vu** l'objet de la demande :

- pour l'agrandissement de 2 ouvertures existantes et changement des couleurs des 2 portes d'entrées,
- sur un terrain situé 22 Boulevard Lachèze - 42600 MONTBRISON

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,**Vu** le Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 portant à 3 ans la durée de validité des autorisations d'urbanisme**Vu** le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) approuvé le 13 décembre 2022 et sa modification simplifiée approuvée le 12 décembre 2023,**Zone : Up1,****Vu** l'accord avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France du service de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) en date du 22/08/2025,**ARRETE****Article 1:** La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de **non-opposition** sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées ci-dessous.

**Article 2:** Les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France du service de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP) dans l'avis ci-joint, devront être strictement respectées :

« *Le projet doit conserver l'aspect massif (défensif) du soubassement actuel qui caractérise cet immeuble néo-gothique et prévoir ainsi et d'ores et déjà un système d'occultation ou de sécurisation des baies créées :*

*-soit en accord identique à la persienne métallique actuelle existante.*

*-soit (option à privilégier) par la création d'une grille de défense pour chaque ouverture en conservant le style néo-gothique de l'immeuble c'est à dire réalisée de façon traditionnelle : en ferronnerie teinte sombre.*

*Un dessin de réalisation est à transmettre. »*

MONTBRISON, le 9 septembre 2025  
Pour le Maire,  
Pierre CONTRINO  
Adjoint Délégué



**Observations :**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques (loi du 27/09/1971, article14) le pétitionnaire est informé qu'il est responsable de la conservation des vestiges tant mobiliers qu'immobiliers, il devra prendre contact avec la Direction Régionale de Affaires Culturelles.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité de la déclaration préalable :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**Taxe d'aménagement :** pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter du 01/09/2022, une déclaration devra être effectuée par les redevables auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Biens immobiliers ».